

# AVANT PROPOS

1

Dans le cadre de la révision de son document d'urbanisme, la commune d'Éveux a souhaité engager une réflexion concernant la gestion des eaux pluviales sur son territoire au travers de l'élaboration du zonage des eaux pluviales.

Cette étude, confiée au bureau d'études Réalités Environnement, a permis de répondre à la problématique du ruissellement des eaux pluviales sur le territoire communal mais également de se conformer au Plan de Prévention des Risques d'Inondations de la Brévenne et de la Turdine approuvé le 22 mai 2012. Un dossier d'enquête publique dédié au zonage pluvial a été rédigé par le bureau d'études Réalités Environnement.

Par ailleurs, afin de compléter les annexes sanitaires du document d'urbanisme, Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de L'Arbresle, compétent en termes d'assainissement collectif sur le territoire d'Éveux, a engagé la révision du zonage d'assainissement. A noter que la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle porte la compétence « Assainissement Non Collectif ».

Afin d'assurer une cohérence en termes de gestion des eaux usées et des eaux pluviales et afin de se conformer au Code Général des Collectivités Territoriales, les enquêtes publiques du zonage d'assainissement et du zonage des eaux pluviales sont engagées en même temps.

L'enquête publique liée à la modification du zonage d'assainissement est portée par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de L'Arbresle.

**Le présent rapport constitue le projet de zonage d'assainissement, valant dossier d'enquête publique.**



# PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE

## GENERALITES

La commune d'Éveux se situe dans le département du Rhône, à environ 1 kilomètre au sud-est de L'Arbresle, 25 kilomètres au nord-ouest de Lyon et 25 kilomètres au sud-ouest de Villefranche sur Saône.

La collectivité se situe dans le territoire de la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle et son territoire communal s'étend sur une superficie d'environ 3,2 km<sup>2</sup>.

Au dernier recensement officiel de 2009, la commune comptait 1070 habitants. Après une baisse entre 1962 et 1968, la population augmente de manière continue depuis 1999 avec un taux d'évolution annuel d'environ 2% depuis 2007.

Exception faite du Couvent de la Tourette construit par Le Corbusier qui attire de nombreux visiteurs, les affluences saisonnières de population liées aux activités touristiques sont limitées (7500 visiteurs par an).

L'habitat de la commune s'organise principalement autour du bourg et plus particulièrement autour de la « Montée d'Éveux » (bourg historique, lotissements des Tilleuls, des Charmilles, Plein Soleil et Bellevue). Un habitat plus diffus se développe entre le bourg et la route Napoléon (chemin de la Plaine, Montée des Roches, Les Rompières) et au droit du lieu-dit Morillon.

La commune comptait 388 logements (INSEE 2008), dont plus de 95 % de résidences principales. Le nombre moyen d'habitants par logement est de 2,8. D'après les estimations du SIABA (calées sur le nombre d'abonnés à l'eau potable), la commune compterait 465 logements en 2012.

## I. MILIEU PHYSIQUE

Le territoire communal est majoritairement occupé par des prairies (terres représentant 47,3% du territoire). Les bois sont eux aussi, très présents sur le territoire communal (20,7%).

Les zones urbanisées représentent 17,8% de l'occupation des sols, les terres agricoles quant à elles, représentent 13,6% du territoire communal.

Le domaine de la Tourette, marqué par la présence d'un château et du Couvent construit par Le Corbusier occupe une large partie du territoire d'Éveux (espaces naturels).

La commune présente une topographie marquée, notamment à proximité des cours d'eau et des talwegs. Le point haut de la commune culmine à 427 mètres NGF. Le point bas, situé en bordure de la Brévenne atteint 221 mètres NGF. La partie sud-ouest présente les pentes les plus importantes (de l'ordre de 18%). La frange est et le nord de la commune présentent des pentes d'environ 5%. A proximité des talwegs, les pentes peuvent atteindre localement près de 20%.

Le contexte géologique de la commune est constitué de plusieurs faciès. Une grande partie de la commune est caractérisée par la présence d'une formation de gneiss et la partie sud du territoire repose sur des formations de grès, de marnes et d'argiles ainsi que sur des terrains volcaniques basiques ou alluvionnaires.

Le territoire communal est dépourvu de ressources en eaux souterraines notables et aucun captage destiné à l'eau potable n'est recensé.

La commune se situe en dehors de tout périmètre de zones naturelles remarquables et notamment de zones « NATURA 2000 ». Cependant, une zone ENS (Espace Naturel Sensible) est actuellement à l'étude par le Département du Rhône sur le secteur de la Tourette pour la commune d'Éveux (une partie du territoire des communes de Sain Bel et Sourcieux serait également intégrée à cet ENS).

## II. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Le réseau hydrographique local s'organise autour des entités suivantes : La Brévenne, le ruisseau du Bourg, le ruisseau de l'Ane, le ruisseau des Tanneries et le ruisseau des Grands Fonds.

Les débits de référence de la Brévenne sont synthétisés dans le tableau suivant (banque HYDRO) :

La Brévenne	Débit moyen interannuel Module (m³/s)	QMNA5 (m³/s)	QJ crue Fréquence quinquennale (m³/s)	Débit spécifique Fréquence quinquennale (l/sh)	QJ crue Fréquence décennale (m³/s)	Débit spécifique Fréquence décennale (l/sh)	QJ crue Fréquence cinquennale (m³/s)	Débit spécifique Fréquence cinquentennale (l/s.ha)
Sain Bel	1,49	0,055	33	1,5	41	1,9	60	2,7

Les débits de crues générés par les ruisseaux sont présentés dans le tableau ci-dessous (source : Réalités Environnement) :

Période de retour	Ruisseau du Bourg		Ruisseau de la Tourette		Ruisseau de l'Ane	
	Débit en m³/s	Débit spécifique (l/ha.s)	Débit en m³/s	Débit spécifique (l/ha.s)	Débit en m³/s	Débit spécifique (l/ha.s)
1	0,68	34,6	0,29	5,7	0,94	7,8
5	1,05	53,5	0,44	8,8	1,45	12
10	0,28	63,9	0,52	10,2	1,69	14
30	1,78	90,4	0,88	17,3	2,17	18
100	2,42	122,7	1,34	26,5	2,59	21,5

La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations de Brévenne et de la Turdine.

Pour la Brévenne, le champ d'expansion de la crue sur la commune est classé en zones rouge, bleue et verte. La zone rouge concerne le secteur situé au nord-ouest de la RD19 (nord du chemin de la Rivière). Cette zone concerne principalement des bâtiments qui ont déjà été inondés par les crues de la Brévenne en contrebas de la voie ferrée. La zone rouge s'étend aussi à l'exutoire du Ruisseau de l'Ane.

La zone verte concerne la partie située entre l'intersection de la RD 19 et le chemin de la Rivière, jusqu'à la voie ferrée.

La zone bleue concerne la partie située au sud du chemin de la Rivière et la voie ferrée.

Le champ d'expansion de la Brévenne est donc susceptible d'avoir un impact du fait de la présence de riverains et d'entreprises dans ce champ d'expansion des crues, créant ainsi des enjeux non négligeables. Une étude est en cours pour le rachat des bâtiments existants et pour la création d'une zone d'expansion des crues par la CCPA.

Toutefois, la majeure partie de la commune est située en zone non exposée à un risque d'inondation, mais susceptible d'aggraver ce risque. Ces zones sont classées comme « zone blanche » dans le PPRNi et sont appelées « zone d'apport en eaux pluviales ».

La station de mesures de qualité de la Brévenne située en amont de la confluence Brévenne / Turdine montre des eaux de qualité « médiocre ». Le phosphore est le critère le plus déclassant (qualité médiocre) alors que les matières azotées et les nitrates classent le cours d'eau en qualité « bonne » et « moyenne », les matières organiques le classent en qualité « très bonne ».

### III. DOCUMENTS CADRE DE LA GESTION DE L'EAU

#### a. SDAGE RM&C

Afin d'atteindre les objectifs de qualité fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), un nouveau SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 a été adopté le 16 octobre 2009 par le Comité de Bassin. Le SDAGE est entré en vigueur le 21 décembre 2009 comme sur les autres bassins hydrographiques métropolitains pour une durée de 6 ans.

En ce qui concerne le bassin versant de la Brévenne, à l'amont de la confluence avec la Turdine, les objectifs de qualités sont les suivants :

Cours d'eau	Bon état écologique	Bon état chimique	Bon état global	Motifs de modification des délais initiaux
La Brévenne à l'amont de la confluence avec la Turdine	2021	2015	2021	Faisabilité technique et coûts disproportionnés

*Remarque : La commune d'Éveux n'est concernée par aucun SAGE.*

#### b. CONTRAT DE RIVIERES BREVENNE-TURDINE

Le contrat de rivières Brévenne-Turdine a été signé en octobre 2008, pour une durée de 6 ans. Il fait suite à un premier document valable de 1996 à 2002. La structure porteuse est le Syndicat de Rivières Brévenne –Turdine (SYRIBT).

Les principaux objectifs de ce contrat sont les suivants :

- Reconquérir une bonne qualité des eaux (réduction des pollutions d'origines domestique, agricole et industrielle),
- Améliorer le fonctionnement physique et écologique des milieux aquatiques et riverains (restauration des lits et berges, rétablissement de la circulation piscicole),
- Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables (protection des cours d'eau à écrevisses à pieds blancs, etc...)
- Mieux gérer les inondations (restauration des zones d'expansion des crues le long des cours d'eau principaux) et mieux informer la population des risques naturels liés à l'eau,
- Initier une gestion quantitative raisonnée et concertée de la ressource en eau (mise aux normes des retenues collinaires pour l'irrigation),
- Pérenniser la gestion globale de l'eau sur le bassin versant (sensibilisation).

#### c. ZONES SENSIBLES A L'EUTROPHISATION

La commune d'Éveux est englobée en totalité dans le périmètre de zones sensibles à l'eutrophisation, elle n'est cependant pas concernée par les zones vulnérables aux nitrates.



## **IV. DOCUMENT D'URBANISME**

### **a. DOCUMENT D'URBANISME COMMUNAL**

Le développement urbanistique de la commune est actuellement régi par un Plan d'Occupation des Sols (POS). Le cabinet LATITUDE est en charge de la révision du POS et de sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'enquête publique relative à la révision du document d'urbanisme est menée par la commune.

Les réflexions engagées dans le cadre de l'élaboration du zonage pluvial et de la modification du zonage d'assainissement ont permis d'alimenter la réflexion sur le développement de l'urbanisation de la commune.

Le zonage d'assainissement a été établi en cohérence avec le projet de PLU.

### **b. SCOT DE L'OUEST LYONNAIS**

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Le SCOT de l'Ouest Lyonnais couvre un territoire de 48 communes regroupées en 4 communautés de communes, dont la CCPA. Le SCOT fait partie de l'inter-SCOT de Lyon qui comprend 11 SCOT sur 4 Départements (Ain, Rhône, Loire et Isère). Le projet SCOT a été arrêté le 7 avril 2010.

Le Document d'Orientations Générales (DOG) de ce SCOT classe la commune en polarité 2, ce qui l'autorise à implanter 100 nouveaux logements sur la période 2006-2020. D'après la commune, 58 logements ont déjà été réalisés depuis 2006, ce qui implique la création de 42 logements, portant à 1200, le nombre d'habitants d'ici 2020.

# MODIFICATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

10

## I. OBJECTIFS, ENJEUX ET REGLEMENTATION

### a. OBJECTIFS

L'étude de zonage d'assainissement des eaux usées implique plusieurs objectifs :

#### Objectifs « techniques »

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées en situations actuelle et future ;
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordés au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière ;
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires ;
- Cette étude contribue également à maîtriser les dépenses publiques en définissant un programme de travaux réfléchi en fonction de la situation actuelle et des aménagements à venir, afin d'anticiper sur les besoins futurs de la collectivité.

11

#### Objectifs « de développement et d'orientations »

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement,
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir, l'adéquation entre le document d'urbanisme prochainement en vigueur et le zonage d'assainissement.

#### Objectifs « réglementaires »

- Le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et de la Loi sur l'Eau, qui imposent la réalisation d'un zonage d'assainissement.

L'étude, objet de la présente enquête publique, porte sur la modification du zonage d'assainissement. L'analyse de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, l'identification des contraintes et l'étude des scénarios de raccordement ont été réalisés dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement réalisé en 2008 par le cabinet G2C. Les principales conclusions de ces analyses sont reprises dans le présent dossier.

## **b. RAPPELS REGLEMENTAIRES**

La réalisation du zonage d'assainissement des eaux usées est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, qui précise : (...)

**Article L 2224-10** « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

*1-les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2-les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. » (...)*

Le CGCT précise certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

### **Article L 2224-8**

*I. les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.*

*II. les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion de raccordement de l'immeuble.*

*L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.*

*III. pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

*1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de*

*l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;*

*2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.*

*Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

*Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.*

*Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.*

*Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé*

#### **Article R 2224-7**

*Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.*

#### **Article R 2224-8**

*L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement.*

#### **Article R 2224-15**

*Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet d'autre part.*

*Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :*

- de l'efficacité de la collecte des eaux usées,
- de l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration,
- des eaux réceptrices des eaux usées épurées,
- des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.

Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires, à l'Agence de l'eau et au Préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

## II. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### a. ORGANISATION LOCALE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune a transféré la compétence « assainissement collectif » au SIABA qui exploite les réseaux d'Éveux ainsi que l'unité de traitement établie sur la commune de Saint Germain Nuelles.

D'après les données du Rapport Prix Qualité du Service Public (RPQS) du SIABA pour l'année 2012, le nombre d'abonnés sur la commune d'Éveux était de 418, ce qui correspond à 1007 habitants desservis.

15

### b. PRESENTATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Dans le cadre des différentes études menées par le SIABA (étude diagnostique temps de pluie, Schéma Directeur d'Assainissement), un plan des réseaux est mis régulièrement à jour par le SIABA dans le cadre de ses compétences.

Les investigations de terrain menées par Réalités Environnement dans le cadre du zonage pluvial de la commune ont permis d'actualiser le plan du système de collecte des eaux usées.

Le plan des réseaux figure en *Annexe n°1*.

La collecte des effluents est réalisée à la fois de façon séparative (49% - données RPQS SIABA 2012) et unitaire (51%) et est réalisée de manière gravitaire, exception faite d'un bâtiment situé à l'ouest de la commune, accueillant des personnes handicapées (AAPHTV), qui est raccordé au réseau public d'assainissement via une pompe de relèvement.

D'après le RPQS du SIABA 2012, le linéaire de collecte des eaux usées est estimé à 7 131 mètres linéaires (réseau unitaire + réseau d'eaux usées strictes) pour la partie « publique » et à 1 647 mètres linéaires pour la partie « privée », qui correspond aux secteurs de la Tourette et des lotissements Les Tilleuls III et les Charmilles II, notamment.

Quatre antennes principales convergent vers l'ouvrage de traitement intercommunal situé sur la commune de Saint Germain Nuelles :

- une antenne « unitaire » desservant La Tourette, Les Collonges. Le réseau présente des diamètres compris entre 200 et 400 mm ;
- une deuxième antenne « unitaire », desservant le bourg d'Éveux et le Joffroy. Ce réseau présente des diamètres compris entre 150 et 400 mm ;
- une troisième, en « système séparatif », qui dessert le lotissement St Clair. Ce réseau présente un diamètre de 200mm ;
- et une quatrième, dite « antenne mixte » d'abord en séparatif puis ensuite en unitaire à partir du Chemin des Rompières, qui dessert Les Roches, Les Brûlés et Les Rompières. Ce réseau présente des diamètres compris entre 200 et 300 mm.

Trois déversoirs d'orage sont localisés sur le réseau unitaire :

- un placé en bas du chemin des Rompières et un autre en bas de la montée d'Éveux, face à la gare, qui permettent d'évacuer une partie des eaux (eaux usées et eaux pluviales) au milieu naturel lors de forts épisodes pluvieux ;
- un dernier placé « Montée d'Éveux » (déversoir d'orage créé en 2012 lors de la mise en séparatif des réseaux « le bourg, place du Marronnier »).

### c. DYSFONCTIONNEMENTS

Dans le cadre des différentes études menées par le SIABA (étude diagnostique temps de pluie réalisée en 2009 par IRH, Schéma directeur d'assainissement réalisé en 2008 par G2C), aucun dysfonctionnement sur les réseaux dits « séparatifs » n'a été mis en évidence.

Toutefois, la modélisation réalisée par le bureau d'études IRH montre que les réseaux unitaires au droit des lotissements « Plein Soleil et Bellevue » ainsi que la coursière des Fauvettes ajouté au secteur du bourg (au droit de la place du Marronnier) se mettaient en charge pour un évènement pluvieux de période de retour 10 ans. Cette mise en charge est due à des apports importants d'eaux sur le réseau et se trouve amplifié pour une pluie de retour 30 ans.

Les dysfonctionnements recensés sur ces réseaux ne sont pas susceptibles d'inonder les habitations riveraines mais peuvent inonder et contribuer à la dégradation structurelle du réseau d'assainissement et de la voirie. Afin de limiter ces débordements, le SIABA a engagé les travaux de mise en séparatif sur le secteur du Bourg en juin 2012 (au droit de la place du Marronnier et de la montée d'Éveux), la fiche travaux de la coursière des Fauvettes devrait être réalisée entre 2014 et 2015.

### d. PRESENTATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT

Les effluents de la commune d'Éveux sont transférés à l'unité de traitement intercommunale du SIABA situé sur la commune de Saint Germain Nuelles.

Cette station de traitement des eaux usées (STEU) est située au sud-est de la commune de Saint Germain Nuelles, entre la RD596 et la Brévenne. L'ouvrage a fait l'objet d'une réhabilitation totale et a été mis en service en décembre 2009.



Cette STEU fonctionne selon un procédé de boues activées en aération prolongée. Sa capacité nominale est de 12 400 EH, soit une capacité de traitement de 826 kg de DBO5/ jour et un débit nominal de 2 976 m³/ jour.

La filière de traitement est constituée par :

- Un poste de relèvement en entrée de station, équipé d'un dessableur statique qui relève les eaux brutes vers les prétraitements surdimensionnés pour alimenter à la fois la filière de traitement complète mais également le bassin d'orage « tampon ». Ce bassin d'orage à une



capacité de 700 mètres cubes, lui permettant de stocker les eaux de pluies pendant environ 5 heures,

- Un dispositif de prétraitements constitué de deux dégrilleurs, un dessableur et un dégraisseur vers le biomaster,
- Un système hydraulique passif qui répartit vers le bassin d'aération les 278 mètres cubes/heure et l'excédent vers le bassin d'orage,
- En fonction de la pluviométrie, ce bassin d'orage équipé d'hydroéjecteurs et de pompes relève l'effluent vers les prétraitements afin de suivre la file de traitement classique,
- Un bassin d'aération à insufflation d'air surpressé par rampes qui constitue l'étape de traitement biologique,
- Un traitement physico-chimique du phosphore vient compléter l'alternance aérobie/anaérobie,
- Un clarificateur,
- Un traitement tertiaire (Mecana/Diskazure) affine le traitement de l'eau (notamment effet sur les matières en suspension).
- Un canal venturi pour l'évacuation des eaux traitées dans la Brévenne.

Le traitement des boues issues de la station d'épuration de Saint Germain Nuelles est assuré par deux centrifugeuses mais la STEU permet également d'accueillir les eaux de vidanges des installations d'assainissement non collectives mais aussi les boues brutes des autres stations d'épuration du SIABA ainsi que celles des stations d'épuration des communes membres de la CCPA.

D'après les nombreuses études réalisées par le SIABA, la STEU fonctionne correctement et présente des rendements satisfaisants. Elle dispose également d'une capacité résiduelle compatible avec le développement de la commune d'Éveux.

Cependant, les concentrations en entrée de station sont faibles et témoignent de la présence d'eaux claires parasites permanentes.

De plus, le réseau réagit fortement en temps de pluie et le dimensionnement de la station ne permet pas, à ce jour, le traitement de la pluie mensuelle.

De ce fait, le SIABA a engagé depuis 2012, un important programme de travaux afin de réhabiliter et de créer des réseaux séparatifs pour se conformer au dossier loi sur l'Eau déposé en 2008 pour la réhabilitation du système d'assainissement, dans son ensemble.

L'achèvement des travaux de mise aux normes du système d'assainissement est prévu pour 2015-2016.

### III. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (au 28/03/2013)

#### a. ORGANISATION LOCALE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La compétence « assainissement non collectif » est assurée par le SPANC de la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle (CCPA).

#### b. DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS

D'après les données de la CCPA, il y a, en l'état actuel, 47 habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif du SIABA, ce qui représente une population équivalente d'environ 130 EH (sur la base de 2,8 habitants/ logement).

Les secteurs d'Éveux les plus concernés par des installations d'assainissement non collectif sont les suivants :

- Hameau de Morillon (qui fait actuellement l'objet d'une étude de maîtrise d'œuvre en vue de créer un système d'assainissement collectif commun avec le hameau de Lévy sur la commune de Fleurieux sur L'Arbresle) ;
- La Rochassière ;
- Le Bigout ;
- Les Balmes.

Les conclusions du rapport de synthèse des installations d'assainissement non collectif indique que, sur les 47 installations existantes :

- 2 installations n'ont pas pu être visitées ;
- 3 sont conformes à l'actuelle législation et n'induisent aucun risque pour la salubrité publique, ni pour l'environnement et ne présentent aucun dysfonctionnement ;
- 2 sont non conformes à l'actuelle législation et n'induisent aucun risque pour la salubrité publique, ni pour l'environnement et ne présentent aucun dysfonctionnement ;
- 3 installations présentent des dysfonctionnements mineurs qui n'induisent cependant aucun risque pour la salubrité publique, ni pour l'environnement ;
- 21 installations présentent des dysfonctionnements qui induisent des risques pour le milieu naturel et/ou pour la salubrité publique ;
- 9 installations induisent des risques importants pour le milieu naturel et/ou pour la salubrité publique et/ou installation inexistante ou limitée à un simple prétraitement ;
- 7 installations : aucune information disponible.

### c. FAISABILITE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dans le cadre de l'élaboration du zonage d'assainissement réalisé en 2008 par le cabinet G2C, une étude de sols basée sur la réalisation de 7 sondages a été menée sur la commune d'Éveux.

Au cours de ces sondages, une unité de sols a été identifiée :

- Sol limono-sableux / sol maigre : aptitude des sols peu favorable.

En parallèle de l'étude de sol, une analyse des contraintes d'habitat a été menée sur les critères pente, inondabilité, emprise disponibilité, accessibilité, encombrement du sol, présence d'exutoire afin de conclure sur la faisabilité de l'assainissement non collectif.

Globalement, les contraintes relevées sur la commune d'Éveux portent sur une pente importante et le manque de place (notamment hameau de Morillon avec un habitat assez dense).

### d. SCENARIOS DE RACCORDEMENT

Dans le cadre du zonage d'assainissement établi par G2C, plusieurs scénarios de raccordement ont été étudiés pour le hameau de Morillon.

Le SIABA a retenu le scénario 2a intitulé « Création d'un réseau et d'une unité de traitement pour les hameaux de Morillon et de Lévy ». La maîtrise d'œuvre de ce projet est en cours (marché notifié en février 2013).

## IV. PROGRAMME DE TRAVAUX RELATIF AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Les aménagements relatifs au système d'assainissement des eaux usées ont été et doivent être mis en œuvre sous la maîtrise d'ouvrage du SIABA qui porte la compétence « assainissement collectif » sur la commune d'Éveux.

Du fait des faibles concentrations en entrée de la station d'épuration qui témoignent de la présence d'eaux claires parasites et d'une forte réaction du réseau unitaire en temps de pluie, le SIABA a souhaité engager un important programme de réhabilitation à l'échelle du territoire syndical dont Éveux fait partie.

Ce programme de réhabilitation porte notamment sur la mise en séparatif des réseaux afin de se conformer au dossier d'autorisation Loi sur l'Eau déposé en 2008 pour la réhabilitation du système d'assainissement. L'achèvement des travaux est prévu pour fin 2015 (au plus tôt).

**a. MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX, PLACE DU MARRONNIER**

La fiche travaux « U » issue de l'étude temps de pluie figure à la page suivante.

Au regard des travaux de requalification de la place du Marronnier projetés par la commune, les travaux de mise en séparatif du bourg ont été réalisés dès 2012.

Ces travaux devraient permettre un dévoiement de l'ordre de 25 m<sup>3</sup> au milieu naturel, pour une pluie de retour mensuel.

Le montant de ces travaux s'est élevé à environ 95 000 € HT.






**b. MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX, LOTISSEMENTS BELLEVUE ET PLEIN SOLEIL,  
COURSIERE DES FAUVETTES**

La fiche travaux « V » (cf page suivante) devrait être réalisée entre 2014 et 2015. Les travaux de mise en séparatif sur cet important secteur de la commune devrait permettre un dévoiement au milieu naturel d'environ 200 m<sup>3</sup>, pour une pluie de retour mensuel.

Le montant de ces travaux est estimé à **368 000 € HT**.





 <b>DCA / 1038</b>	<b>Etude diagnostic temps de pluie</b> <b>Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Bassin de l'Arbresle</b> <b>Fiches Actions - Programme de travaux</b>			<b>Fiche Action V</b>	
	Commune:	Eveux	Localisation	Coursives des Fauvettes	<div> <div>Nom</div> <div>Mise en séparatif du Lotissement de Bellevue</div> <div>Priorité 1</div> </div>
Diagnostic de la situation actuelle  Ce secteur favorise les débordements et les rejets au milieu naturel pour de faibles pluies.					
Description  L'amélioration du fonctionnement du réseau par temps de pluie passe par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La création d'un réseau séparatif eaux pluviales</li> <li>- La création d'un réseau séparatif eaux usées</li> <li>- La reprise des branchements de particuliers et grilles publiques</li> </ul>					
Gain attendu  Dévoiement de 214 m <sup>3</sup> au milieu naturel pour une pluie de retour mensuel					
					
Chiffrage	Unité	Prix unitaire	Quantité	Montant HT (€)	
Conduite eaux pluviales gravitaire Ø 300	ml	200	310	62000	
Réfection de chaussée voie communale	ml	20	1060	21200	
Déconnexion de réseau	Unité	5000	2	10000	
Conduite eaux usées gravitaire Ø 200	ml	180	750	135000	
Reprise de branchements	Unité	1000	50	50000	
Total investissement public				278000	
Total investissement public avec Maîtrise d'oeuvre (15%)				320000	
Total investissement public avec Maîtrise d'oeuvre et imprévus (30%)				368000	

### c. DYSFONCTIONNEMENTS RECENSES PAR REALITES ENVIRONNEMENT

Dans le cadre du repérage des réseaux d'eaux usées par le bureau d'études Réalités Environnement pour l'élaboration du zonage pluvial, certaines anomalies ont été recensées, lesquelles sont :

- Branchements inversés : eaux pluviales sur réseau d'eaux usées strictes, Rue de la Rencontre et Rue des Noisetiers (estimation des travaux : **7 000 €HT**);
- Avaloir (eaux pluviales) branché sur le réseau d'eaux usées strictes ;

S'agissant d'erreurs de branchements issus d'ouvrages « eaux pluviales », ils relèvent de la compétence de la commune, maître d'ouvrage. Ces deux opérations devraient être engagées prochainement.

- Anomalies sur les regards de visite : nécessité de retirer toutes les échelles présentent dans les regards de visites placés sous la coursière des Fauvettes.

Cette opération a été réalisée début 2013, par le prestataire de services du SIABA, Veolia-eau.

- Dépôts : afin de limiter les obstructions des réseaux et limiter les désagréments olfactifs, Réalités environnement a proposé de procéder à un curage préventif des réseaux à hauteur de 15% environ du linéaire par an, en prévoyant des interventions récurrentes sur les secteurs sensibles aux dépôts.

Dans ce cadre, le SIABA a lancé un hydrocurage du réseau d'assainissement placé sous la Rue de l'Arc en Ciel en début d'année 2013.

## V. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

### a. ZONES EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

#### Choix

Le SIABA projette le zonage suivant :

#### **Secteurs en assainissement collectif :**

- Le Bourg ;
- Le Hameau de Morillon ;
- Secteur au droit de la route Napoléon,
- La quasi-totalité du reste du territoire communal à l'exception des hameaux du Bigout, de la Rochassière et des Balmes, ainsi que la partie Nord-Est du chemin des Noisetiers, au-delà du ruisseau de l'Ane.

#### Justifications

Les parcelles urbanisées actuellement desservies par un réseau d'assainissement collectif et les parcelles s'inscrivant en zones d'urbanisation ou en zones à urbaniser sont zonées en assainissement collectif.

L'ancien zonage d'assainissement a ainsi été adapté à ces orientations. Les modifications de zonage apportées aux différentes parcelles sont listées en *Annexe 2* et précisées sur le projet de zonage.

Seul un secteur supplémentaire est proposé dans le zonage d'assainissement collectif révisé, celui compris entre la Route de la Madone\* et le chemin de Perreton\*, le long de la route Napoléon.

*\* sur la commune de Fleurieux sur L'Arbresle*

#### Organisation du service d'assainissement collectif

Le SIABA assure la gestion et l'exploitation du système d'assainissement communal. Le syndicat intercommunal est tenu d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées.

L'ensemble de ces prestations doit, en tout état de cause, être assuré sur la totalité du territoire au plus tard au 31 décembre 2005 (art. L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques, est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (art. L 1331-1 du Code de la Santé Publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires. La commune (ou l'EPCI à qui elle a transféré sa compétence assainissement) contrôle la conformité des installations correspondantes (art. L 1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou hors d'état de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (art. L 1331-5 du CSP).

## **b. ZONES EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

La Loi sur l'Eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

### **Choix**

#### **Secteurs en assainissement non collectif :**

- Le reste du territoire communal.

### **Justifications**

Le SIABA projette, à moyen terme, de desservir avec le réseau d'assainissement collectif une zone actuellement en assainissement autonome : une portion de la route Napoléon située entre le croisement de la route Napoléon / route de la Madone\* et le chemin de Perreton\*. Cette extension permettrait de desservir 8 logements.

*\* sur la commune de Fleurieux sur L'Arbresle*

#### **Description des filières d'assainissement non collectif :**

Les fortes pentes, l'aptitude des sols et la place disponible sont les paramètres limitant à la mise en place de filière non drainée classique.

Le DTU 64-1 d'août 2013 proscrit ainsi la mise en œuvre de tranchées d'épandage pour des pentes supérieures à 10%.

Pour les habitations présentant une superficie suffisante, la mise en place de filtre à sables vertical drainé est envisageable.

Les logements ayant peu de surface disponible pourront mettre en place des filières compactes : filières agréées par les autorités compétentes, etc.

Les filières préconisées par G2C au regard des différentes contraintes identifiées sont :

- Tertre d'infiltration pour les sols limono-sableux / maigres.

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de prendre rendez-vous avec le SPANC qui validera le dossier technique (étude de faisabilité et étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée)

*Remarque : à noter que l'étude à la parcelle est obligatoire dans le cadre d'opérations de réhabilitations financées par le Conseil Général du Rhône et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse.*

### **Organisation du service d'assainissement non collectif :**

#### **Le SPANC :**

Par l'intermédiaire de la Communauté de Communes du Pays de L'Arbresle, la commune d'Éveux a pu mettre en place un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) en fin d'année 2005.

La mise en place du SPANC a été instituée par la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La Loi sur l'eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'article L 2224-8 –III :

- Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.
- Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder huit ans.
- Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre, assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.
- Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

## Le contrôle des installations :

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

- ⇒ Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles : ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine, ....) et la capacité d'accueil de l'immeuble. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.
- ⇒ Le contrôle de réhabilitation : ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (norme AFNOR DTU Xp 64.1 d'août 2013) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel. Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.
- ⇒ Le contrôle de bon fonctionnement : ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 8 ans. Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

## L'entretien des installations :

L'article 18 de l'arrêté du 7 mars 2012, modifiant l'article 15 du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon les modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- Leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- Le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement ;
- L'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.



Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour l'habitat permanent. De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets (BSDI).

*Remarque : La périodicité de vidange pour les filières agréées est très variable d'une filière à l'autre surtout pour les microstations (ne doit pas dépasser 30% du volume utile du décanteur).*

Le DTU XP 64.1 d'août 2013, norme pour la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, précise :

31

Produits	Objectifs de l'entretien	Action	Périodicité de référence
Fosse septique	Eviter le départ des boues vers le traitement secondaire	Inspection et vidange des boues et des flottants si hauteur de boues > 50% de la hauteur sous fil d'eau (fonction de la configuration de la fosse septique) <sup>a</sup> . Veiller à la remise en eau.	Première inspection de l'ordre de 4 ans après mise en service ou vidange, puis périodicité à adapter en fonction de la hauteur de boues
Pré-filtre intégré ou non à la fosse septique et boîte de bouclage et de collecte	Eviter son colmatage	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection annuelle
Bac dégraisseur (suffisamment dimensionné)	Eviter le relargage des graisses	Inspection et si nécessaire écrémage ou vidange	Inspection semestrielle
Boîte	Eviter toute obstruction ou dépôt	Inspection et nettoyage si nécessaire	Inspection et nettoyage si boîte en charge
a) Une faible hauteur de boue résiduelle (quelques centimètres) est souhaitable			

Le Guide d'entretien de l'assainissement autonome rédigé par le SATAA du Département du Rhône apporte encore plus de précisions en fonction du type de filière. Il est annexé à la présente étude (annexe n°4).

### c. CARTOGRAPHIE

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement définit :

⇒ **Des zones d'assainissement collectif :**

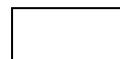


Sont concernées par ce zonage, les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

⇒ **L'ancien zonage d'assainissement collectif :**



⇒ **Des zones d'assainissement non collectif :**



Est considéré par le zonage « non collectif », le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situations actuelle ou future.

Le projet de zonage d'assainissement est présenté en *Annexe 3*.



## CONCLUSION

La commune d'Éveux est équipée d'un système d'assainissement des eaux usées constitué de réseaux séparatifs et unitaires ainsi que d'un système de collecte et d'évacuation des eaux pluviales composé de réseaux séparatifs « eaux pluviales » et de très nombreux fossés.

L'ouvrage de traitement intercommunal, mis en service en décembre 2009, fonctionne correctement et présente des rendements satisfaisants.

Le SIABA vient également d'engager un important programme de réhabilitation et de mise en séparatif de ses réseaux afin de diminuer la part d'eaux claires parasites permanentes et se conformer ainsi au dossier d'autorisation « Loi sur l'Eau » déposé en 2008 pour la réhabilitation du système d'assainissement. L'achèvement des travaux est prévu fin 2015.

La carte de zonage d'assainissement révisé, est conforme au document d'urbanisme c'est-à-dire au Plan Local d'Urbanisme, en cours d'élaboration par la commune d'Éveux.